

CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



Arsenal nucléaire soviétique

■ L'ancienne URSS étant en pleines convulsions politiques, le commandement et le contrôle de l'arsenal nucléaire soviétique ont dominé les questions de défense durant les mois d'hiver. On connaît l'emplacement précis des armes nucléaires stratégiques de l'ancienne URSS grâce aux échanges de données convenus aux termes du récent accord conclu entre les États-Unis et l'URSS en vue de réduire les armes nucléaires stratégiques (START) et qui ont fourni des informations détaillées sur leur déploiement. En dehors de la Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan et la Bélarus servent de base à 352 ICBM et à soixante-dix bombardiers stratégiques ainsi qu'à 3 138 ogives nucléaires servant à les équiper. La plus grande concentration se trouve en Ukraine, qui compte 176 ICBM et deux bases de bombardiers lourds. Le Kazakhstan possède une base de bombardiers et 104 des redoutables ICBM de type SS-18 à dix ogives. Quant à la Bélarus, elle a sur son sol 72 ICBM mobiles SS-25.

Contrairement aux forces nucléaires stratégiques dont le déploiement est géographiquement limité, environ 15 000 armes nucléaires tactiques sont réparties entre les républiques de la Communauté des États indépendants. Neuf mille se trouvent en Russie; 2 700, en Ukraine; 650, au Kazakhstan; et plus d'un millier, en Bélarus. Contrairement aussi aux armes stratégiques, les armes tactiques font peut-être l'objet d'un contrôle moins strict. Ainsi, des systèmes plus anciens peuvent être mis à feu mécaniquement, sans clé électronique.

Réunis à Brest le 8 décembre 1991, les dirigeants de la Russie, de l'Ukraine et de la Bélarus ont signé une déclaration portant création de la Communauté des États indépendants (CEI). À l'article 6 de cette déclaration, les parties conviennent d'un «contrôle commun des armements nucléaires qui sera régi par un accord particulier».

Deux semaines plus tard, à Alma Ata, le 21 décembre, le Kazakhstan, quatrième des républiques à avoir des forces nucléaires stratégiques soviétiques sur son sol, s'est joint aux autres dans l'accord sur les armes nucléaires. De plus, les quatre républiques ont nommé le maréchal Evgueny Chapochnikov à la tête des forces armées. Les plus grandes républiques ayant décidé par la suite de se doter de leur propre armée, il semble que la tâche la plus importante du maréchal sera de commander les forces stratégiques sous le contrôle conjoint des quatre républiques.

Après avoir démissionné le 25 décembre, Mikhaïl Gorbatchev a remis au maréchal Chapochnikov une mallette noire contenant les codes de commandement nucléaires des forces stratégiques soviétiques. Début janvier, le maréchal a déclaré qu'il n'existait que deux de ces mallettes : «L'une est entre les mains du président de la Russie; l'autre est en ma possession.» Cependant, à la même époque à peu près, on rapportait les propos suivants du président ukrainien Leonid Kravtchouk : «Dans quelques jours, on installera dans mon bureau un dispositif qui permettra, si nécessaire, de bloquer le bouton nucléaire.»

Réunies à Minsk le 30 décembre, les onze républiques de la CEI ont reconnu «la nécessité d'un commandement conjoint des forces stratégiques et du maintien d'un contrôle unifié des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive» de l'ancienne Union soviétique. Le pouvoir de décision pour ce qui est de l'utilisation des armes nucléaires a été conféré au président de la Fédération de Russie, qui l'exercera «en accord avec» ses homologues des trois autres républiques dotées d'armes nucléaires.

L'accord conclu à Minsk prévoit également l'élimination de toutes les armes nucléaires en dehors de la Fédération de Russie. L'Ukraine démantèlera ses armes stratégiques d'ici à la fin 1994 et ses armes tactiques, d'ici à juillet 1992. Aucun échéancier n'a été fixé pour la Bélarus, mais dans les deux cas, l'élimination se fera avec la «participation» de la Russie. Il reste quelques

ambiguïtés sur les engagements des républiques en matière de dénucléarisation. Par exemple, des responsables bélarusses ont fait savoir depuis que des considérations politiques, notamment la reconnaissance diplomatique par l'Occident, influeront sur leur désir de se débarrasser des armes nucléaires.

Il n'est pas fait mention, dans l'accord de Minsk, de l'élimination des forces stratégiques implantées au Kazakhstan. À la rencontre d'Alma Ata, ce dernier a refusé de promettre avec les autres de signer le Traité sur la non-prolifération, ce qui fait craindre qu'il cherchera à garder pour lui seul les armes nucléaires se trouvant sur son territoire. Cette appréhension s'est aggravée à la fin janvier, quand on a procédé sans explication à un essai de missile SS-25 sur un champ de tir kazakh.

Enfin, bien que l'Ukraine ait réitéré son intention de débarrasser son territoire des forces nucléaires stratégiques, les tensions militaires et politiques entre Kiev et Moscou soulèvent de nouvelles questions sur l'avenir des armes nucléaires tactiques. Les deux républiques se disputent notamment la Flotte de la Mer noire. En décembre, le porte-avions *Kouznetsov* a quitté sans bruit la Mer noire pour Mourmansk. Début février, on ne savait toujours pas très bien comment serait réparti le reste de la Flotte de la Mer noire, soit deux porte-hélicoptères, cinquante-quatre sous-marins et quarante-cinq bâtiments de guerre de surface. On sait que certains navires sont équipés d'armes nucléaires tactiques.

Arsenal nucléaire et budget de la défense américains

■ Le 29 janvier, dans son message sur l'état de l'Union, le président Bush a annoncé des réductions de l'arsenal stratégique américain qui mettent un coup d'arrêt aux plans de modernisation existants, comme le précise la proposition budgétaire de 1993 ensuite déposée par le gouvernement. M. Bush a fait savoir qu'une fois les 20 bombardiers B-2 déjà commandés construits, on arrêterait de produire cet appareil. Le programme *Midgetman* (petits ICBM mobiles) est annulé, tout comme le sous-marin d'attaque SSN-21 *Seawolf*. Toute nouvelle production de missiles MX à dix ogives sera interrompue; celle du

missile de croisière perfectionné s'arrêtera à 640 unités. L'ogive perfectionnée W-88 destinée au *Trident II* ne sera plus produite non plus, ce qui signifie que les États-Unis ne fabriqueront plus de nouvelles ogives.

Combiné à plusieurs autres changements dans l'évolution de l'armée américaine, le budget de la défense proposé pour 1993 vise à moins se concentrer sur la sécurité européenne pour mettre l'accent sur des forces polyvalentes capables de réagir en cas de conflits régionaux. Le gouvernement demande 277,9 milliards de dollars, ce qui représente une réduction de 7 p. 100 par rapport à 1992.

Guerre des étoiles

■ Alors que l'on réduit les forces stratégiques, l'Initiative de défense stratégique (IDS) semble prospérer. Son budget sera augmenté d'environ 30 p. 100 pour l'exercice 1993, ce qui le fera passer à 4,36 milliards de dollars. Le programme a maintenant pour objectif d'assurer une protection mondiale contre des attaques limitées (GPALS), c'est-à-dire de pouvoir repousser une attaque de 200 ogives. L'accent est mis sur le déploiement prochain d'une défense anti-missiles balistiques au sol, à laquelle s'ajoutera un système spatial. *Brilliant Pebbles* est un système qui serait composé d'un millier de petits missiles non explosifs, placés en orbite. *Brilliant Eyes* est un système spatial de surveillance, de repérage et de poursuite.

Alors que *Brilliant Eyes* et *Brilliant Pebbles* demanderaient tous deux une modification ou l'abrogation du Traité ABM conclu entre les États-Unis et l'URSS en 1972, le système terrestre dont le déploiement est prévu en 1996 serait, dans sa première phase, compatible avec le Traité. Apparemment, Boris Eltsine tiendrait moins que son prédécesseur à le préserver. S'adressant au Conseil de sécurité lors du sommet de janvier, il a suggéré un programme IDS commun, en faisant valoir qu'il occuperait des savants soviétiques qui autrement «s'expatrieraient et répandraient la technologie nucléaire dans d'autres pays» □

— DAVID COX